

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 04 décembre 2024
(Convocation du 27 novembre 2024)

Aujourd'hui, le 04 décembre 2024 à 15h45, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Bernard Poublan

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Affaires juridiques - Biodiversité - Travaux de restauration de la continuité écologique au seuil de Denguin sur le gave de Pau - Contentieux engagé par un tiers contre l'arrêté préfectoral d'autorisation des travaux

Exposé des motifs :

L'arrêté préfectoral n°64-2024-07-09-00003 en date du 9 juillet 2024, autorisant les travaux de restauration de la continuité écologique sur le seuil de Denguin sur le gave de Pau, sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour, fait l'objet d'un recours contentieux introduit par la Société hydroélectrique et immobilière du sud (SHIS), dans une requête déposée le 7 novembre dernier devant le tribunal administratif de Pau.

Ce recours contentieux engagé par la SHIS a été notifié à l'Institution Adour, par courrier recommandé du 12 novembre dernier, par le conseil juridique de la SHIS (Ravetto Associés).

Par ailleurs, cette requête a été transmise à l'Institution Adour par le tribunal administratif de Pau, par courrier du 13 novembre dernier.

Le recours de la SHIS contre cet arrêté préfectoral vise, entre autres, des points de procédure dans l'instruction du dossier de demande d'autorisation de travaux déposé par l'Institution Adour. Il pointe aussi le préjudice que cet aménagement du seuil et de ses dispositifs de franchissement par les poissons et par les embarcations fait peser sur le projet de centrale hydroélectrique que la SHIS envisage de construire sur le seuil de Denguin ; ce projet, déposé depuis 2015 par la SHIS auprès des services de l'État, n'a toujours pas été instruit par ces derniers, malgré un autre contentieux engagé à ce sujet par la SHIS et tranché en sa faveur par la justice administrative.

Après analyse du recours par les services de l'Institution Adour, et après des échanges informels entre ses services et ceux de l'État en charge, au titre de la police de l'eau, de l'instruction de la procédure de ces travaux, le président a considéré opportun que l'Institution Adour :

- se porte aux côtés de l'État dans cette procédure,
- sollicite l'accompagnement d'un conseil juridique spécialisé auquel confier, notamment, l'analyse de la requête et l'élaboration d'un mémoire en réponse. Dans son courrier du 13 novembre dernier, le tribunal a imparti un délai de deux mois pour présenter le mémoire,
- sollicite à ce titre, auprès de l'assurance SMACL de l'Institution Adour, l'ouverture d'un dossier au titre de la protection juridique.

Pour l'accompagnement d'un conseil juridique spécialisé, il a été choisi de solliciter le cabinet Admys Avocats ; deux de leurs spécialistes du droit public avaient déjà accompagné l'Institution Adour dans le cadre de démarches relatives à cette même opération de restauration de la continuité écologique au seuil de Denguin, dont une démarche de servitude pour travaux publics face à cette même tierce partie, la SHIS.

Le président informe le bureau de ces premiers éléments et l'informerait des suites de la démarche de l'Institution Adour.

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

de prendre acte de ces informations et des premières étapes de la démarche de l'Institution Adour face au contentieux engagé par la Société hydroélectrique et immobilière du sud, devant le tribunal administratif de Pau, contre l'arrêté préfectoral n°64-2024-07-09-00003 en date du 9 juillet 2024, autorisant les travaux de restauration de la continuité écologique sur le seuil de Denguin, sur le gave de Pau, sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 décembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE